Commune de MARSSAC sur TARN

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE DE LA COMMUNE DE MARSSAC SUR TARN

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC 12 AVENUE D'ALBI

Objet: Pose d'un échafaudage

Monsieur Patrick PONS - 12 avenue d'Albi - 81150 Marssac-sur-Tarn

Le Maire de la Commune de MARSSAC sur TARN;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1;

Vu le code de la route;

Vu le code de la voirie routière;

Vu la demande de Monsieur Patrick PONS en date du 13 novembre 2025, qui souhaite effectuer un nettoyage et peinture de la façade occupant temporairement le domaine public au 12 avenue d'Albi;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité du public pendant les travaux ;

ARRÊTE

Du lundi 24 novembre au samedi 29 novembre 2025

Article 1er: Monsieur Patrick PONS est autorisé à occuper le trottoir le temps des travaux ;

Article 2: Monsieur Patrick PONS n'empiètera pas sur la chaussée et sa présence ne devra pas constituer un danger ou une gêne pour les véhicules.

Article 3: Monsieur Patrick PONS, conformément à l'article 1er, à charge pour lui de respecter les conditions ci-

après énoncées :

La signalisation sera mise en place pour guider les piétons.

Les lieux et les abords du domaine public temporairement occupés seront remis en l'état à la fin de l'occupation des lieux.

1 occupation des neux

Article 4: Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public par voie d'affichage sur le site Internet de la

Mairie et à proximité du chantier.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera faite :

- Le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Tarn;
- Le Directeur Départemental des Services de Secours et d'Incendie du Tarn;
- Monsieur Patrick PONS,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marssac sur Tarn, le 17 novembre 2025

Par délégation de Madame Le maire, Le Responsable des Services Techniques

Christophe JAMMES

Le Maire

⁻ certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

⁻ informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter